



ARRETE N° Ac 2024-54 : REGLEMENTATION PROVISOIRE DE CIRCULATION
RUE DE LA RESISTANCE

Le Maire de la Commune de L'ETRAT

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la Route 1ere et 2e parties et, notamment son article R 225, définissant les pouvoirs des Préfets, des Présidents de départements et des Maires,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu le Décret 58.1217 et l'ordonnance 58.1216 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de circulation,
- Vu la loi 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par les lois 82. 623 du 22 juillet 1982 et 83.8 du 7 janvier 1983,
- Vu la demande de la société SADE CGTH DR DE LYON représentée par Monsieur Frédéric BRUSQ, pour le compte de Saint-Etienne Métropole, TSA 70011, 69134 DARDILLY CEDEX en date 02 juillet 2024,
- Considérant que pour permettre la pose d'un réseau d'eau potable (travaux liés avec ceux réalisés sur la RM 1498), il y a lieu de réglementer la circulation rue de la Résistance.

ARRETE

Article 1 : La circulation des véhicules sera alternée par feux de chantier rue de la Résistance à partir du lundi 22 juillet 2024 pour une durée de 10 jours calendaires.

Article 2 : La signalisation sera installée, entretenue et déposée par l'entreprise SADE qui sera civilement responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire lors de l'exécution des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toutes autres fautes commises.

Article 3 : Monsieur le Maire de l'Etrat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :
L'intéressé et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Sorbiers
- Monsieur le Président de Saint Etienne métropole
- Monsieur le Commandant des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- Le SAMU de la Loire

Publié sur le site de la Commune : www.ville-letrat.fr

L'ETRAT, le 04 juillet 2024

Le Maire



Yves MORAND

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte et précise que le
Présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant
Le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai
de deux mois à compter de la notification